

2014 – Umami

Discours du Dr Walter Steinmann, directeur de l'OFEN, lors de l'Apéritif du Nouvel An du 9 janvier 2014

Vos Excellences,

Chères représentantes et chers représentants des Chambres fédérales et des Cantons,

Chers Lauréats et chers Membres du jury,

Chers représentants des branches économiques, politiques et scientifiques axées sur l'énergie,

Chers Amis,

Cordiale bienvenue à l'Apéritif du Nouvel An 2014 de l'OFEN et à la huitième remise de notre Watt d'Or. Au nom de la Direction et de toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs de l'OFEN, je vous souhaite une bonne et heureuse année. Que ce soit, pour vous comme pour nous, une année sous le signe de l'umami, où nous dégusterons des saveurs familières, mais surtout où nous découvrirons de nouvelles créations.

L'année dernière, nous avons placé la manifestation du Nouvel An sous le signe du «paso doble dans la politique énergétique», que l'artiste soleurois Thomas Woodtli avait superbement représenté sur le carton d'invitation. Nous avons alors espéré que politique et économie se rapprocheraient, voire s'uniraient dans une démarche commune pour la politique énergétique, qu'elles exerceraient et répéteraient le paso doble pour finir par le danser à la perfection. Cela s'est-il réalisé?

Qu'avons-nous donc atteint en 2013?

La première application de ce nouveau pas de danse en politique énergétique a été l'initiative parlementaire 12.400, traitée par le Parlement dès janvier 2013, qui met déjà en œuvre, dès 2014 et en tant que projet express, les premières parties importantes de la Stratégie énergétique 2050. Voilà un compromis entre l'économie et la politique: l'augmentation de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) est liée à une exonération des entreprises dont la consommation d'énergie est importante qui, en contrepartie, doivent investir dans l'efficacité énergétique. Seules des contributions à l'investissement sont encore versées aux petites installations photovoltaïques et, d'une manière générale, la consommation propre de l'électricité produite par l'installation elle-même doit être encouragée. Ces modifications mettent en évidence le futur modèle musical de base de notre politique énergétique: plus de marché, prise en compte plus rapide des progrès techniques dans les tarifs, directives ambitieuses pour l'efficacité énergétique.

En 2013, nos travaux ont été consacrés en priorité à la Stratégie énergétique 2050, pour laquelle nous avons enregistré, jusqu'à la fin de la consultation, quelque 460 prises de position avec plus de 4500 pages de texte. Il a fallu les passer en revue et les évaluer pour finalement revoir certaines parties de la stratégie. Même si diverses études et consultations se sont aussi avérées nécessaires au sein de l'administration, nous avons réussi, avant la session d'automne, à soumettre le projet au Conseil fédéral et à le transmettre au Parlement. Le paquet reprend notamment les nouveaux éléments exigés par l'économie lors de la consultation: procédures d'attribution en lieu et place des aides étatiques illimitées, accroissement progressif des énergies renouvelables, plafonnement des fonds, remplacement par une deuxième étape plus incitative. En tant que commission compétente du Conseil national, la CEATE a ainsi décidé, suite à des auditions approfondies, d'entrer en matière sur le projet et d'entamer l'examen de détail dans quelques jours.

Dans ce contexte, nous avons également traité trois initiatives populaires sur le thème de l'énergie: l'initiative Cleantech a été retirée grâce au contre-projet indirect de l'initiative parlementaire 12.400. Le premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 est considéré comme un contre-projet indirect à l'initiative des Verts, Sortir du nucléaire. L'initiative sur l'efficacité électrique pourrait aussi

influencer les délibérations parlementaires qui viennent de débiter sur le chapitre de l'efficacité de la Stratégie énergétique 2050, car les objectifs et les instruments prévus par l'initiative sont comparables à ceux du paquet fédéral.

A part le soutien aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, la transformation du système énergétique nécessite encore des règles claires pour l'accroissement, peut-être nécessaire, des capacités des centrales classiques et pour l'adaptation des réseaux énergétiques. En 2013, nous avons ouvert une procédure de consultation sur la future conception des réseaux énergétiques qui nous permettra en 2014 de mettre en consultation un projet complet.

Il est réjouissant que le Parlement ait octroyé, au printemps 2013, 200 millions de francs supplémentaires pour la recherche énergétique. Six nouveaux pôles de compétences ont déjà été désignés pour les thèmes prioritaires tels que les réseaux, le stockage, les énergies renouvelables, mais également pour les questions relevant des sciences économiques et sociales. Les activités sont aussi nombreuses au niveau de la formation et du perfectionnement: pour exemple en mars, les associations d'ingénieurs avaient proposé, en collaboration avec l'EPF de Zurich, une nouvelle filière de master: «Integrated Building Systems». A la fin de l'année, ce concept était mis en place et les premiers étudiants commenceront ce cycle master à l'automne 2014.

Notre politique énergétique s'europanise et s'internationalise de plus en plus: on citera l'accompagnement couronné de succès du processus de sélection entre les gazoducs européens Nabucco et TAP, la coopération renforcée avec nos pays voisins pour l'accumulation par pompage, l'extension du réseau, la gestion des déchets et la géothermie, la participation de la Suisse en tant qu'observateur au groupe Central-West Europe (CWE) orienté vers les marchés de l'électricité, la réglementation de l'apport hivernal de l'Italie à l'Allemagne du Sud ainsi que les voyages de délégations au World Future Energy Summit (WFES) à Abu Dhabi et à Singapour. Vers la fin de l'année, le Conseil fédéral a également honoré l'orientation internationalisée de notre office en décernant le titre d'ambassadeur au chef de la section Affaires internationales, Jean-Christophe Füeg.

A part ces points-clés, nous avons également traité de nombreux sujets: nous avons répondu à 38 questions du Parlement, traité 79 interventions, 321 lettres de citoyens et 75 communiqués de presse.

L'année dernière, l'OFEN a fourni un énorme travail. Je suis content que nous ayons pu augmenter le nombre de nos collaborateurs et optimiser notre efficacité grâce à la nouvelle organisation OFEN 2.0. De plus en plus souvent, les sujets doivent être traités de manière pluridisciplinaire: il faut la contribution d'ingénieurs, d'économistes, de juristes, et in fine aussi d'excellents spécialistes en communication.

Conclusions: De nombreux objectifs ont été atteints en 2013, mais pour 2014, les tâches sont encore multiples. Je remercie toutes les collaboratrices et collaborateurs de l'OFEN de leur grand engagement et de leurs prestations exceptionnelles. Un grand merci aussi à tous nos partenaires économiques et politiques qui nous ont fait partager leurs connaissances, leurs points de vue et leurs expériences, malgré des délais parfois très courts.

2014: A quelles nouvelles saveurs goûterons-nous?

J'espère que le tableau de l'artiste soleurois Jörg Mollet, intitulée «Pierre de lune» et figurant sur l'invitation à la manifestation d'aujourd'hui, vous aura autant interpellés que moi: traits vifs, couleurs chaleureuses et atmosphère pleine d'espoir. Il en sera de même pour nous en 2014.

Le concept de base pour la Stratégie énergétique 2050 est sur la table du Parlement et nous avons déjà pu déguster un premier plat avec l'initiative parlementaire 12.400. Il y aura sans doute encore

quelques désirs supplémentaires pour des recettes particulières ou d'autres mélanges d'épices, mais cette saveur ne devrait pas subir de grandes modifications en 2014.

Nous allons découvrir en 2014 un tout nouvel univers gustatif dans le domaine des installations nucléaires. L'arrêt de la centrale de Mühleberg exige une énorme préparation pour que sa désaffectation puisse commencer dès sa mise hors service et dès qu'on disposera de toutes les autorisations.

Nous sommes dans la phase finale de nos négociations avec l'UE sur le dossier de l'électricité. Les questions électriques proprement dites sont près d'être résolues, mais de nombreux sujets complexes dans ce contexte doivent encore être discutés. Il s'agit de l'importance des dispositions du droit de l'environnement et du droit de la concurrence, des aides de l'Etat, mais aussi des questions institutionnelles entre la Suisse et l'UE, qui doivent aussi être concrétisées dans le domaine de l'électricité. Les goûts seront-ils harmonisés et aussi plébiscités par une majorité lors des scrutins populaires?

Par souci de transparence, l'UE a édicté les dispositions sur le négoce d'électricité et de gaz qui sont déjà partiellement en vigueur et doivent être appliquées par les entreprises suisses. Nous estimons que la Suisse doit prendre des mesures afin que notre régulateur en particulier puisse lutter à armes égales avec ses collègues des autres pays. C'est pourquoi nous allons lancer une procédure de consultation au printemps 2014 pour un projet de loi fédérale sur l'intégrité et la transparence du commerce en gros de l'électricité et du gaz BITE. Une nouvelle saveur, mais pas seulement pour le secteur du gaz...

Par ailleurs, nous désirons renforcer l'interconnexion du marché suisse de l'électricité avec les pays voisins et donc participer au couplage de marché CWE. A cet effet, une Bourse de l'électricité Suisse doit être ouverte en étroite collaboration avec l'EEX allemande et avec l'EPEX orientée vers la France: là également, de nouvelles associations de saveurs européennes pourraient se développer.

Au cours des derniers mois, la première étape de l'ouverture du marché a évolué comme une véritable histoire à succès. La concurrence commence à jouer. Au premier semestre 2014, le Conseil fédéral voudra certainement soumettre au Parlement le projet pour une ouverture complète du marché. Dans le même temps, quelques petites modifications de l'ordonnance garantiront la protection des petits consommateurs de manière aussi détaillée que possible.

D'autre part, nous allons reprendre les travaux pour la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité et élaborer le projet de consultation sur la Stratégie Réseaux électriques.

En 2014, en collaboration avec le Département fédéral des finances et le seco, nous voulons progresser dans un projet qui me tient à cœur depuis mes études en économie: le passage à un système d'incitation, dans lequel les mesures promotionnelles et les encouragements de l'Etat deviendront majoritairement superflus grâce aux prix internalisés. Le projet soumis à la consultation sera probablement disponible début 2015 et donnera lieu à de vastes débats sur cette voie royale.

En 2014, nous agirons davantage dans les Cleantech et avec SuisseEnergie, non seulement pour les installations pilotes et de démonstration novatrices et proches du marché ou dans les campagnes de motivation pleines de finesses, mais également dans le perfectionnement et dans la présentation à l'échelle internationale de nos champions: nous allons par exemple présenter les brillants lauréats du Watt d'Or de l'année dernière à Boston dans l'environnement du MIT et de Harvard.

Certains d'entre vous attendent peut-être encore un propos flamboyant pour la protection et le maintien de notre industrie de l'électricité. Nous pensons que les problèmes actuels sont d'origine européenne et non pas nationale. Par conséquent, des mesures comme les réserves stratégiques ou les marchés des capacités devraient être étudiées conjointement avec l'UE et nos pays voisins, et non pas au niveau national. Il ne fait aucun doute que nombre d'optimisations de l'encouragement et de la conception du marché dont il est actuellement question en Allemagne vont aussi alimenter les discus-

sions politiques chez nous. Nous pouvons déjà donner un premier signal de levée d'alerte: différents nouveaux outils, actuellement prévus dans l'accord de coalition, figurent également dans notre Stratégie énergétique 2050, car le transfert de connaissances et l'échange d'expériences fonctionnent déjà avec Berlin, Stuttgart et Munich.

Il est réjouissant que toujours plus d'entreprises d'électricité, même des grandes, développent de nouveaux modèles d'affaires, qui tiennent compte des modifications fondamentales et qui s'orientent aussi vers de nouveaux domaines comme l'efficacité énergétique, les services et la gestion énergétique.

L'année 2014 donnera beaucoup de travail au Conseil fédéral, au Parlement, au DETEC, et à nous aussi. Je suis heureux si, conjointement avec les milieux économiques et scientifiques, nous avons conscience des opportunités offertes par les modifications, et si nous abandonnons les éléments désuets en nous concentrant sur notre mission principale: la sécurité de l'approvisionnement dans le secteur de l'énergie à des prix et des coûts acceptables. Nous nous réjouissons de nos futures expériences communes et de nos échanges. Nous vous souhaitons bonheur et succès dans vos projets. Dégustons ensemble les nouvelles saveurs de 2014 et apprécions-les.

C'est avec plaisir que nous vous accueillerons ici même le 8 janvier 2015.